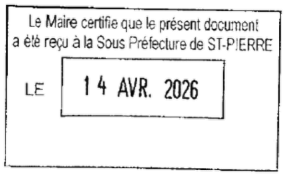
COMMUNE

LES AVIRONS

RAPPORT D'ORIENTATIONS BUDGETAIRES

2026



.../...

A. Quelques données démographiques statistiques sur la Commune

(source INSEE)

La population légale totale au **1er janvier 2023** entrée en vigueur au 1/01/26 s'établit à **11 735** habitants. La densité de la population (nombre d'habitants au km²) en 2022 est de 443,46 et la superficie au km² est de 26,3.

✓ **Population par grandes tranches d'âges :**

Âge	2011	%	2016	%	2022	%
Ensemble	**10 705**	**100,0**	**11 471**	**100,0**	**11 445**	**100,0**
0 à 14 ans	2 557	23,9	2 560	22,3	2 391	20,9
15 à 29 ans	2 019	18,9	1 919	16,7	1 873	16,4
30 à 44 ans	2 581	24,1	2 498	21,8	2 365	20,7
45 à 59 ans	2 052	19,2	2 639	23,0	2 603	22,7
60 à 74 ans	1 064	9,9	1 300	11,3	1 599	14,0
75 ans ou plus	431	4,0	555	4,8	614	5,4

✓ **Population par groupe socio-professionnel :**

Groupe socioprofessionnel	2011	%	2016	%	2022	%
Ensemble	**8 203**	**100,0**	**8 880**	**100,0**	**9 037**	**100,0**
Agriculteurs exploitants	106	1,3	131	1,5	85	0,9
Artisans, commerçants, chefs d'entreprise	370	4,5	401	4,5	405	4,5
Cadres et professions intellectuelles supérieures	556	6,8	652	7,3	797	8,8
Professions intermédiaires	1 116	13,6	1 285	14,5	1 568	17,4
Employés	1 601	19,5	1 809	20,4	1 720	19,0
Ouvriers	1 106	13,5	1 127	12,7	1 005	11,1
Retraités	1 439	17,5	1 417	16,0	1 594	17,6
Autres personnes sans activité professionnelle	1 908	23,3	2 060	23,2	1 861	20,6

…/…

✓ **Les ménages :**

Nombre de ménages en 2022	Naissances domiciliées en 2023	Décès domiciliés en 2023	Nombre total de logements en 2022	Nombre des résidences secondaires	Nombre des logements vacants en 2022	Nombre de ménages fiscaux en 2021	Médiane du revenu disponible en euro	Taux de pauvreté en 2021, en %	Taux de chômage
4 615	**144**	**56**	**5 402**	**211**	**552**	**4 715**	**20 110**	**28**	**23,6**

✓ **Évolution de la taille des ménages**

	1968(*)	1975(*)	1982	1990	1999	2006	2011	2016	2022
Nombre moyen d'occupants par résidence principale	4,78	4,55	4,15	3,79	3,17	2,83	2,71	2,62	2,46

B. Quelques éléments sur le contexte financier national et la participation des collectivités à l'effort de redressement

Le budget 2026 de l'ETAT ambitionne de redresser les comptes publics par :

- ✓ **des hausses de recettes fiscales**, à hauteur de + 19,1 milliards d'euros (Md€)
- ✓ **une maîtrise des dépenses de l'État, hors Défense nationale ;**

Le budget table en 2026 sur des prévisions de croissance de 1 % (après 0,7 % en 2025) et d'inflation de 1,3 % (contre 1,1 % cette année). L**e déficit public s'établit à 4,7 % du PIB en 2026** (après 5,4 % en 2025 et 5,8 % en 2024) et sous les 3 % en 2029. La part de la **dette publique** atteindrait **quasiment 117,9 % du PIB** (+ 2 points par rapport à 2025).

La participation des collectivités à l'effort de redressement

Les collectivités locales seront associées aux efforts de maîtrise du déficit public. En parallèle, le poids des normes sera réduit afin de redonner le pouvoir d'agir aux élus.

Sur le plan national, l'enveloppe des contrats aidés, en recul, permettra de financer 16.000 nouvelles entrées en parcours emplois compétences (PEC), dont 2.720 contrats cofinancés par les conseils départementaux en faveur des bénéficiaires du RSA, soit près de 17 % des contrats aidés. En 2024, plus de 57.000 entrées en PEC étaient enregistrées et en 2025, 50 000.

Le dispositif FSOM permettant de financer les biens non assurables en cas d'événements climatiques est supprimé et une harmonisation est faite avec l'hexagone par l'instauration du DSEC (dotation de solidarité en faveur des collectivités territoriales touchés par des évènements climatologiques) en outre-mer. Cette DSEC est revalorisée.

Le dispositif DILICO est reconduit dans le but d'associer les collectivités au rétablissement des comptes publics (Dispositif de lissage conjoncturel des recettes fiscales des collectivités territoriales).

Le fonds vert poursuit sa diminution.

La cotisation employeur à la caisse de retraite des collectivités locales (CNRACL) poursuit également son augmentation entamée en 2025 pour atteindre 12 points en 2029.

Le montant de la DGF est reconduit à son niveau 2025. La DSU et la DSR augmentent dans les mêmes proportions qu'en 2025.

C. Le contexte financier communal

1. En dépenses :

1.1 A l'image des dépenses de l'Etat, les collectivités sont associées à l'effort de maîtrise des dépenses réelles de fonctionnement :

L'élaboration du budget primitif 2026 s'inscrit dans le cadre de dotations de l'Etat identiques à 2025. Au regard de cette stagnation, la vigilance sur l'évolution des dépenses notamment de fonctionnement doit demeurer un point particulier d'attention.

Pour rappel, nos dépenses réelles de fonctionnement ont connu l'évolution suivante :

	2019	2020	2021	2022	2023	2024	Prév 2025	Prév 2026
D.R F	12 977	12 871	13 168	14 213	16 028	16 512	17 285	17 618
Evolution %	*4,57 %*	*-0,82 %*	*2,31 %*	*7,94 %*	*12,77 %*	*3,02 %*	*4,68 %*	*1,93 %*

En 2025, l'évolution prévisionnelle des dépenses est tablée sur + 4,68 %. Les évolutions du poste charges générales est de plus 1,52 % et du poste dépenses de personnel de + 5,59 %.

1.2 La maîtrise de la dette via le suivi du ratio de désendettement

Depuis 2018, l'Etat souhaite contrôler l'opportunité du recours à l'emprunt effectué par les collectivités locales de manière à ne pas laisser dériver son impact sur les dépenses de fonctionnement. Il souhaite ainsi mesurer l'autofinancement dégagé en lien avec la maîtrise des dépenses.

Ainsi, les orientations doivent indiquer le ratio de désendettement ou capacité de désendettement qui vise à dire en combien de temps une commune mettrait à rembourser toute sa dette si elle y consacrait l'intégralité de son épargne brute. Ce ratio se mesure en divisant l'encours de dette au 31/12 par l'épargne brute.

Ledit ratio se mesure en années.

La moyenne 2025 estimée pour la commune des Avirons est de 20.54 années. Elle était de 6.91 années en 2024.

Le ratio communal appelle à la vigilance. Cette situation est due à une chute importante de notre épargne brute. En effet en 2025, nos dépenses de fonctionnement ont augmenté de 4.68% alors que nos recettes ont diminué de 2,41 %.

C'est bien la baisse des recettes de fonctionnement qui explique principalement cette situation notamment la réduction des recettes d'octroi de mer en 2025 et du taux de remboursement sur les emplois aidés.

Les recettes d'octroi de mer notifiées à la Commune par l'ETAT le 03 février 2025 s'élevaient à un montant attendu de 7 583 962, 10 alors que l'encaissement constaté en décembre 2025 a été de 7 274 912.33 euros soit une perte de recette de fonctionnement de l'ordre de 309 049.77 euros.

S'agissant du taux de remboursement sur les contrats aidés, il est passé à 50% générant une perte de recettes de 353 000 euros par rapport à 2024.

Les deux éléments génèrent une perte de recette de fonctionnement de l'ordre de 662 000 euros générant ainsi mécaniquement une chute importante de notre épargne brute et mathématiquement une augmentation drastique de notre ratio de désendettement. Sans les pertes susdites, nous aurions pu terminer l'année sur un ratio à 10 années.

Ce ratio nous oblige aussi à diminuer nos dépenses de fonctionnement. Il est nécessaire d'intervenir sur nos charges générales et nos dépenses de personnel tout en ayant conscience que les hausses de certains postes sont incompressibles à l'image des hausses subies telles que l'augmentation du SMIC et des cotisations retraite CNRACL.

Il est nécessaire de retrouver rapidement un taux d'épargne brute acceptable pour préserver notre dynamique d'investissement**.**

2. <u>En recettes :</u>

En 2025, les recettes prévisionnelles totales s'établissent à moins 2,41 %.

Pour rappel, nos recettes réelles de fonctionnement ont évolué ainsi :

ANNEES	**2019**	**2020**	**2021**	**2022**	**2023**	**2024**	**2025**	**Prev 2026**
TOTAL RRF	13 850	14 204	15 421	16 381	17 508	18 620	18 171	18 112
Evolution	*4,58 %*	*2,49 %*	*7,89 %*	*5,86 %*	*6,44 %*	*5,97 %*	*-2,41 %*	*-3,36 %*

3. <u>Perspectives 2026</u>

Synthétiquement, le contexte financier 2026 s'inscrit dans un contexte de rigueur budgétaire avec un excédent reporté de 2025 moins important que celui constaté en 2024 ainsi qu'un réajustement notable sur la question des contrats aidés.

Le budget 2026 va se construire selon les grandes lignes suivantes :

- ✓ **Une nécessaire diminution des dépenses de fonctionnement ;**
- ✓ **Des recettes de fonctionnement en diminution ;**
- ✓ **Des bases fiscales tablées sur une évolution de 0,9 % ;**
- ✓ **Des dépenses de personnel retravaillées au regard des contraintes d'externalisation de certains services ;**

…/…

- ✓ **Des efforts continus pour contenir l'évolution des charges générales ;**
- ✓ **Un niveau d'investissement réajusté aux opérations dont les subventions sont acquises**

Les éléments cités ci-dessus nous conduisent aux perspectives chiffrées ci-dessous détaillées.

a. Rappel de la structure des comptes sur les exercices précédents et évolution budgétaire envisagée : (en KE) :

En 2025, l'évolution de nos charges générales sont globalement maîtrisées. La trajectoire proposée pour 2026 prend en compte le niveau de charges de 2025 mais intègre surtout le recours à l'externalisation de certains services en anticipation de la chute du nombre de contrats aidés (plus 300 000 euros).

Ainsi, il est envisagé de recourir à l'achat de prestations privées pour le nettoyage courant de nos établissements et pour les espaces verts. La budgétisation prévisionnelle est faite sur les cinq derniers mois de l'année au regard des dates prévisionnelles des fins de contrats en cours. En 2027, le coût devra être inscrit en année pleine. Parallèlement, le poste de dépenses de personnel intègre la diminution de la charge correspondante (moins 720 000) tout en intégrant le glissement vieillesse technicité classique (+ 2,5 %) ainsi que les ajustements entre les départs et les besoins de services.

En dépenses réelles de fonctionnement **(en KE)**

ANNEES	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025	Prév 2026	Prév 2027
Charges de personnel	8 808	8 899	9 090	9 873	10 319	10 970	11 583	11 320	10 820
Evolution	*0,29%*	*1,03%*	*2,15%*	*8,61%*	*4,51%*	*5,89%*	*5,59%*	*-2,27%*	*-4,42%*
Charges à caractère général (011)	2 921	2 396	2 663	2 943	3 154	3 366	3 417	3 922	4 422
Evolution	*9,41%*	*-18%*	*11,14%*	*10,50%*	*7,16%*	*6,72%*	*1,52%*	*14,78%*	*12,75%*
Atténuation de produit	295	289	294	300	299	305	313	314	314
Evolution	*4,32%*	*-2,03%*	*1,73%*	*2,04%*	*-0,33%*	*2%*	*2,62%*	*0,32%*	*0,00%*
Contingent et participations (hors CCAS et subv Asso)	331	354	492	448	408	448	420	460	460
Evolution		*6,95%*	*38,98%*	*-8,94%*	*-8,93%*	*9,80%*	*-6,25%*	*9,52%*	*0,00%*
Subventions versées au CCAS	350	418	380	385	1 600	1 130	1 200	1 250	1 300
Evolution		*19,43%*	*-9,09%*	*1,32%*	*315,58%*	*-29,38%*	*6,20%*	*4,16%*	*4,00%*
Subventions versées assoc	272	249	234	255	249	292	352	352	352
Evolution		*-8,46%*	*-6,02%*	*8,97%*	*-2,35%*	*17,27%*	*20,55%*	*0,00%*	*0,00%*
CH Réelles de fonctionnement	**12 977**	**12 871**	**13 168**	**14 213**	**16 028**	**16 512**	**17 285**	**17 618**	**17 668**
Evolution		***-0,82%***	***2,31%***	***7,94%***	***12,77%***	***3,02%***	***4,68%***	***1,93%***	***0,28%***

…/…

En recettes réelles de fonctionnement **(en KE)**

ANNEES	2019	2020	2021	2022	2023	2024	Prev 2025	Prev 2026	Prev 2027
Octroi de mer	5 612	5 844	6 465	6 907	6 952	7 598	7 275	7 752	8 023
Evolution	***-0,77%***	***3,97%***	***9,61%***	***6,40%***	***0,65%***	***9,29%***	***-4,25%***	***6,56%***	***3,50%***
Contributions directes (avec compensations fiscales)	2 491	2 597	2 725	2 900	3 204	3 307	3 416	3 447	3 497
Evolution	***3,49%***	***4,08%***	***4,70%***	***6,03%***	***9,49%***	***4,62%***	***3,30%***	***0,91%***	***1,45%***
Taxes/ carburants	1 074	961	1 083	1 107	1 128	1 134	1 143	1 143	1 143
Evolution	***0***	***-11,65%***	***11,27%***	***0,00%***	***3,99%***	***0,53%***	***0,79%***	***0,00%***	***0,00%***
Autres impôts et taxes	607	678	664	723	697	694	608	652	550
(FPIC, Taxes mutations)	0,49%	-27,52%	24,20%	13,14%	-3,73%	-6,74%	***-6,75%***	***7,24%***	***-15,64%***
S/T Impôts et taxes	9 783	9 878	10 901	11 613	11 981	12 728	12 442	12 994	13 213
Evolution	***0,49%***	***0,96%***	***9,38%***	***6,13%***	***3,07%***	***5,88%***	***-2,25%***	***4,44%***	***1,69%***
Dotation forfaitaire	1 059	1 042	1 034	1 034	1 053	1 057	1 057	1 057	1 073
Evolution	***3,30%***	***-1,63%***	***-0,77%***	***0,00%***	***1,80%***	***0,09%***	***0,00%***	***0,00%***	***1,51%***
Compensations contrats aidés	870	836	952	1 044	1 059	1 157	804	383	0
Evolution	**-16,18%**	**-4,07%**	**12,18%**	**8,81%**	**1,42%**	**9,25%**	***-30,51%***	***-52,36%***	***-100,00%***
Autres recettes(dont DNP, partic diverses, compensations)	1 489	1 746	1 660	1 792	1 710	1 734	2 076	1 878	1 790
		14,72%	-5,18%	7,37%	-4,80%	1,40%	***19,72%***	***-9,54%***	***-4,69%***
S/T Dotations et participations	3 418	3 625	3 646	3 870	3 822	3 948	3 937	3 318	2 863
Evolution	**0,30%**	**5,71%**	**0,58%**	**5,79%**	**-1,26%**	**3,22%**	***-0,28%***	***-15,72%***	***-13,71%***
Redevances et recettes diverses (70+75+013)	650	701	797	835	1 739	1 944	1 792	1 800	1 800
Evolution		***7,28%***	***12,05%***	***4,55%***	***51,98%***	***11,78%***	***-7,82%***	***0,45%***	***0,00%***
TOTAL RRF	**13 850**	**14 204**	**15 421**	**16 381**	**17 508**	**18 620**	**18 171**	**18 112**	**17 876**
Evolution	***4,58%***	***2,49%***	***7,89%***	***5,86%***	***6,44%***	***5,97%***	***-2,41%***	***-3.36 %***	***-1,30%***

…/…

En termes d'analyse budgétaire, nous sommes à :

En 2025, au regard des dépenses de fonctionnement envisagées et des recettes, l'excédent brut de fonctionnement prévisionnel devrait passer à 886 000 ; Ce qui laisse présager d'un résultat à reprendre en 2026 beaucoup moins important qu'en 2025. En conséquence les efforts d'économies doivent être continus et accentués notamment sur les charges de fonctionnement.

Années	2020	2021	2022	2023	2024	Prév 2025
Produits	14 204 254,00	15 420 996,00	16 381 131,00	17 507 883,00	18 620 390,00	18 171 774,00
Charges	12 871 247,00	13 168 237,00	14 212 695,00	16 028 420,00	16 511 567,00	17 285 402,00
EBF	1 333 007,00	2 252 759,00	2 168 436,00	1 479 463,00	2 108 823,00	886 372,00
Résultat financier (ch-pdts)	236 986,00	231 632,00	213 105,00	274 973,00	291 427,00	400 725,00
Produits except – Charge except	-119 714,00	668 489,00	-3 668,00	18 779,00	166 600,00	217 423,00
CAF brute	976 307,00	2 689 616,00	1 951 663,00	1 223 269,00	1 983 996,00	703 070,00
Taux d'épargne brute en %	6,87	17,44	11,91	6,99	10,65	3.87
Rembt capital de la dette	938 548,00	1 065 286,00	1 046 968,00	1 100 057,00	972 706,00	964 028,00
Caf nette	37 759,00	1 624 330,00	904 695,00	123 212,00	1 011 290,00	-260 958,00
Recettes d'invest	4 991 065,00	3 487 616,00	4 939 017,00	9 932 207,00	5 499 900,00	3 595 593,00
Emprunts souscrits	2 171 430,00	1 739 800,00	1 473 247,00	1 535 042,00	2 168 035,00	1 703 539,00
Dépenses d'invest	4 172 840,00	8 333 688,00	7 748 372,00	9 519 254,00	9 923 014,00	5 067 605,00
Recettes totales	21 398 364,00	21 327 861,00	22 799 886,00	28 998 945,00	26 454 941,00	23 688 663,00
Dépenses totales	18 370 950,00	22 809 802,00	23 231 300,00	26 927 737,00	27 698 730,00	23 718 095,00
Fonds de roulement 1/01	- 394 082,00	2 877 289,00	1 395 347,00	963 933,00	3 035 141,00	1 791 352,00
Résultat d'exécution ou fonds de roulement 31/12	2 877 289,00	1 395 347,00	963 933,00	3 035 141,00	1 791 352,00	1 761 920,00
Encours de dette	10 970 241,00	11 644 755,00	12 071 034,00	12 506 019,00	13 701 348,00	14 440 859,00
Ratio de désendettement (encours/épargne brute)	11,24	4,33	6,18	10,22	6,91	20,54

…/…

S'agissant de l'investissement,

Le fonds de roulement est positif. Le programme d'investissements 2025, encore bien subventionné, y a contribué. La Commune affiche des ressources stables et une certaine capacité à faire face à ses besoins de trésorerie.

Perspectives à court terme

Il convient, pour 2026, de retrouver un niveau d'épargne positif. Ce maintien passe notamment par une gestion rigoureuse des effectifs communaux.

1. S'agissant des effectifs communaux

Pour 2026, la prospective prend en compte :

- ✓ La réduction des charges liée aux contrats PEC ;
- ✓ La prise en compte des dépenses liées au chantier d'insertion porté par le CCAS.
- ✓ La prise en compte de la hausse des cotisations CNRACL ;
- ✓ La prise en compte de l'effet *« glissement, vieillesse, technicité »* ;
- ✓ Les ajustements entre les départs en retraite et les besoins nouveaux pour les services

Pour rappel, la structure des effectifs est la suivante :

	2019	**2020**	**2021**	**2022**	**2023**	**2024**	**2025**
Emplois titulaires	**92** Dont 8 A 17 B 67 C	**108** Dont 11 A 14 B 83 C	**100** Dont 9 A 15 B 76 C	**102** Dont 11 A 18 B 73 C	**101** Dont 11 A 19 B 71 C	**106** Dont 13A 21B 72C	**101** Dont 13A 22B 66C
Non titulaires en CDI	18	23	19	18	18	24	26
Contractuels en CDD	47	49	58	61	68	63	69
Apprentis	0	0	0	0	0	0	0
PEC	140	130	148	146	145	146	144
CDDI	0	0	0	0	0	0	12
TOTAL	**297**	**310**	**325**	**327**	**332**	**339**	**352**

En 2025, le temps de travail (agents permanents et non permanents, titulaires et contractuels de droit public) :

- ✓ Temps complet : **138** agents permanents et **57** agents non-permanents
- ✓ Temps non complet : **4** agents permanents et **1** non permanent
- ✓ **1** agent titulaire en disponibilité

En 2026, l'effectif d'agents permanents et de CDD sera conforté pour compenser les départs en retraite en fin d'année et pour palier la disparition des PEC (certains services tels que la surveillance sur la pause méridienne, les astreintes techniques ou la gestion de la salle funéraire ne sont pas externalisables : 16 agents). Les PEC devraient être réduits à une vingtaine d'agents au deuxième semestre. Les CDDI sont maintenus.

Budgétairement, la dépense présente les évolutions suivantes :

	2023	% EV. 23/22	2024	% EV. 24/23	2025	% EV. 25/24	2026	% EV. 26/25
Versement mobilité	130 001,00	5,35%	121 825,00	-6,29%	118 764,00	-2,51%	135 000,00	13,67%
Cotis. FNAL	31 141,00	5,21%	24 550,00	-21,17%	20 814,00	-15,22%	34 000,00	63,35%
Cotis. CNFPT CDG	118 093,37	4,36%	131 130,47	11,04%	141 378,23	7,81%	142 000,00	0,44%
REMUN PRINC TITULAIRES	2 501 101,62	1,67%	2 637 175,16	5,44%	2 727 504,81	3,43%	2 835 727,37	3,97%
SFT, NBI	53 324,84	-14,26%	45 720,79	-14,26%	46 470,28	1,64%	47 000,00	1,14%
Autres indemnités	1 592 959,93	3,58%	1 650 086,98	3,59%	1 742 452,76	5,60%	1 777 301,81	2,00%
Rémunérations non titul.	2 048 670,26	6,63%	2 278 263.57,00	13,32%	2 357 520,47	1,55%	2 500 000,00	6,04%
	0	#DIV/0!	-	#DIV/0!	0	#DIV/0!	0	#DIV/0!
Autres emplois aidés	1 830 237,15	3,87%	1 940 623,40	6,03%	2 063 486,98	6,33%	1 330 000,00	-35,55%
cotis Urssaf	0	#DIV/0!	-	#DIV/0!	0	#DIV/0!	0	#DIV/0!
cotis Urssaf	833 542,00	6,03%	834 656,00	0,13%	963 269,54	15,41%	970 000,00	0,70%
cotis caisse de retraite	955 743,80	4,57%	1 029 218,82	7,69%	1 132 700,74	10,05%	1 245 970,82	10,00%
cotis Assedic	150 745,88	5,93%	160 635,63	6,56%	168 260,26	4,75%	176 000,00	4,60%
cot assurance personnel	50 748,36	-32,12%	50 539,39	-0,41%	80 057,59	58,41%	81 000,00	1,18%
Versement FNC supp familial	19 532,00	-5,72%	18 416,00	-5,71%	19 771,00	7,36%	24 000,00	21,39%
medec du travail, pharmacie	736,00	173,23%	1 786,26	142,70%	880,69	-50,70%	1000	13,55%
		#DIV/0!	-	#DIV/0!	0	#DIV/0!		#DIV/0!
Autres	2 073,70	#DIV/0!	45 384,28	0,00%	0	-100,00%	21 000	#DIV/0!
Total dépenses 012	**10 318 650,91**	**4,51%**	**10 970 011,60**	**6,31%**	**11 583 331,35**	**5,59%**	**11 320 000,00**	**-2,27%**

…/…

2. Evolution et caractéristiques de l'endettement :

L'encours de dette au 1/01/2026 devrait s'établir à **14 440 859** euros soit 1 228,76 euros par habitant.

	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025
Encours au 31/12	9 737	10 970	11 644	12 071	12 506	13 702	14 440
CAF	544	976	2 689	1 952	1 223	1 983	703
Ratio de capacité de désendettement	17,90	11,24	4,33	6,18	10,22	6,91	20,54

En termes de structure, l'encours compte :

- Emprunts à taux fixe : 39,67 %
- Emprunts à taux indexé livret A ou TAG : 60,33 %

Le tableau d'évolution de la dette au 1/01/2025 est annexé au présent rapport.

Pour l'année 2026, l'annuité, sur la base de l'encours prévisionnel de 14 millions, s'élèvera à :

- Capital : 1 135 672,00
- Intérêts : 413 567,00

3. Opérations d'investissements

Globalement, la Commune escompte, pour 2026, sur un budget global annuel de 18 112 000 euros en fonctionnement et 9 500 000 millions d'euros en investissement.

En investissement, les orientations proposées sont celles retracées au tableau ci-dessous.

Il est également nécessaire d'acter le travail poursuivi avec les autres partenaires institutionnels pour disposer d'une vision globale des actions proposées.

Ainsi :

Avec la CIVIS :

- Poursuite de la mise en place du programme Petite Ville de Demain en vue de travailler sur la transformation de la ville. Pour 2026, les études liées aux actions à mener en matière de mobilité seront privilégiées ainsi que l'étude cœur de ville aux fins d'arrêter l'outil juridique adapté au déploiement des actions ;
- Poursuite des actions nécessaires à :
  - L'implantation d'une déchetterie sur le territoire : négociation pour l'acquisition du foncier identifiée au PLU,
  - La création de zones économiques : poursuite des études de faisabilité suite à l'identification des zones au PLU,
  - L'implantation de kiosques à caractère économique : poursuite des études de faisabilité suite identification des zones au PLU.
- Poursuite de la collaboration pour que la Commune continue à disposer d'un cadre environnemental correct : déchets, performance des réseaux,
- Réalisation des travaux d'amenée de l'eau de la RD3 vers le Tévelave,

- Poursuite du réseau d'assainissement des eaux usées : création du réseau partie basse Tévelave, études réseau d'assainissement allée des manguiers-chemin n°1 vers Etang-Salé,
- Poursuite de la démarche Porte de Parc et notamment sur 2026 :
  - Etudes opérationnelles pour la création d'un village forestier au Tévelave
  - Poursuite de l'accompagnement au développement d'activité écotouristique

Avec le Conseil Départemental :

- ✓ Poursuite des études de maîtrise d'œuvre PRODEO ;
- ✓ Poursuite du développement d'un projet de mise en valeur de la biodiversité sur le Tévelave ;
- ✓ Délocalisation du collège Adrien Cadet : début des études de maîtrise d'œuvre.
- ✓ Etudes trottoirs Chemin de Ligne, Chemin Kerbel, Route des Poivriers
- ✓ Implantation d'une piste cyclable
- ✓ Travail partenarial pour la concrétisation de l'EHPAD

Avec la Région Réunion

- ✓ Poursuite des échanges pour pouvoir bénéficier des fonds européens sur les projets communaux

Avec l'EPFR :

- ✓ Poursuite du partenariat avec l'EPFR pour maîtriser le foncier phare pour la Commune.

La Commune, pour sa part,

- ✓ Poursuit ses actions de soutien au secteur associatif ;
- ✓ Poursuit sa politique d'animation culturelle, sportive et sociale ;
- ✓ Poursuit l'accroissement de l'action sociale au profit des personnes les plus défavorisées et fragilisées avec notamment en 2026 les travaux d'investissement pour la création du centre social et de l'espace intergénérationnel chemin Kerbel ;
- ✓ Poursuit son soutien au développement de l'activité économique pour la création d'emplois en encourageant des porteurs de projets à s'implanter sur le territoire ;
- ✓ Poursuit le développement du territoire en améliorant le cadre de vie des habitants ; Cette orientation passe notamment par une action forte sur le réseau routier, par la création d'espaces publics mais aussi par l'offre d'équipements publics.
- ✓ Poursuit sa politique de sécurisation du territoire notamment via le déploiement des caméras.

Les investissements communaux programmés en 2026 sont listés au document ci-joint.

Les opérations d'investissement :

Années	2026	2027	2028 et suivants
FONCIER			
Remboursement EPFR portages	442 152,00	450 000,00	450 000,00
Acquisitions foncières	250 000,00	400 000,00	800 000,00
Sous/total	**692 152,00**	**850 000,00**	**1 250 000,00**
VOIRIE ET PARKING			
Etudes			
Chemin LEONG-SHEE	40 000,00	150 000,00	
Liaison à créer fin Ruelle des cyprès	50 000,00		
Sentier Bihel	40 000,00	600 000,00	
Poursuite études désenclavement du quartier Persée	50 000,00	500 000,00	500 000,00
Etudes de modernisation Impasse Techer	40 000,00	350 000,00	
Réalisation d'une jonction à l'arrière des services techniques Tévelave (Impasse des Capucines)		40 000,00	1 000 000,00
Poursuite Etudes chemin du Cap		50 000,00	1 200 000,00
Poursuite liaison Antoine Zettor – chemin La Mare	50 000,00		1 300 000,00
Elargissement et trottoirs chemin n°1	50 000,00	300 000,00	300 000,00
Reprise Sincère Mazeau et sens de circulation Camille Roche		50 000,00	1 000 000,00
Etudes Couverture des caniveaux Camphrier, Boyer, Cendrine	80 000,00	600 000,00	600 000,00
Modernisation de la fin de la rue Francis Rivière avec réaménagement d'aire de retournement		100 000,00	
Modernisation jonction La Croix – Chemin Sincère Mazeau		60 000,00	400 000,00
Recalibrage Chemin Parc à Moutons avec intégration eaux pluviales (jonction RD3)		80 000,00	1 600 000,00
Création d'une voie jonction rue de l'Océan vers RN1	80 000,00	800 000,00	
Parking SILO Complexe sportif		60 000,00	1 200 000,00
Réfection chemin Bellecombe	60 000,00	1 600 000,00	
Parking SILO Ecole Paul Hermann	60 000,00	60 000,00	1 600 000,00
Parking au Brulé aval RD11	60 000,00	600 000,00	
Sécurisation et Mise en valeur des venelles sentiers piétonniers	30 000,00	200 000,00	
Sous/total	**630 000,00**	**6 200 000,00**	**10 700 000,00**

…/…

Années	2026	2027	2028 et suivants
TRAVAUX			
Travaux Voirie désenclavement du quartier fonds creux	969 990,00		
Renforcement radier des Acacias	160 000,00		
Sous/total	**1 129 990,00**		
ESPACES PUBLICS			
Etudes			
Création d'une zone de jeux d'eau à Fonds Maurice et d'une salle polyvalente			50 000,00
Etudes création du cimetière	70 000,00		
Etudes création école du Tévelave		300 000,00	
Etudes pour l'extension de l'espace de jeux du centre-ville		40 000,00	650000,00
Sous/total	**70 000,00**	**340 000,00**	**700 000,00**
TRAVAUX			
Réalisation d'une aire de jeu au Tévelave (chemin Emilien Grondin)	1 227 500,00		
Aménagement d'un site patrimonial d'intérêt historique avéré pour la valorisation de la mémoire du Père Martin	1 170 000,00		
Sous/total	**2 397 500,00**		
EQUIPEMENTS SPORTIFS ET ANNEXES			
Etudes et Travaux			
Création d'un site d'escalade	100 000,00		
Aménagement piste de VTT	50 000,00		
Travaux d'aménagement sentier Deveaux		165 000,00	
Sous/total	**150 000,00**	**165000,00**	
BATIMENTS PUBLICS			
Etudes			
Poursuite des études pour la création d'un bâtiment administratif police municipale et CCAS	300 000,00	1 200 000,00	1 200 000,00
Etudes de programmation pour l'affectation de la maison Martocq en un site culturel et patrimonial			80 000,00
Etude de reconfiguration de l'espace et du bâti local 3eme âge Centre-Ville		50 000,00	
Travaux de restructuration de la maison blanche du Tévelave		80 000,00	
Poursuite des études pour la réhabilitation de l'hôtel de ville		250 000,00	1 500 000,00
Sous/total	**300 000,00**	**1 380 000,00**	**2 780 000,00**

(Suite)

Années	2026	2027	2028 et suivants
TRAVAUX			
Réalisation d'une maison de quartier chemin Fonds Maurice	1 250 000,00		
Etudes et travaux Réhabilitation de l'église du TEVELAVE	800 000,00		
Construction d'un tiers lieu intergénérationnel	410 000,00		
Sous/total	**2 460 000,00**		
GROS MATERIELS			
Acquisition de matériel roulant	150 000,00	150 000,00	150 000,00
Acquisition de mobilier et équipements pour les services communaux	250 000,00	200 000,00	200 000,00
Sous/total	**400 000,00**	**350 000,00**	**350 000,00**
Remboursement en capital de la dette	**1 135 672,00**	**1 121 789,00**	**966 442,00**
TOTAL GENERAL	**9 365 314,00**	**10 386 789,00**	**16 746 442,00**

En recettes, pour l'année 2026, la Commune peut escompter une enveloppe prévisionnelle globale de 9 400 000 euros dont :

FCTVA :	630 000,00
Fonds de concours CIVIS :	300 000,00
Taxe d'aménagement et autres fonds :	250 000,00
Conseil Départemental PDT :	2 340 000,00
Etat DETR :	341 925,00
Fonds Européens :	1 650 000,00
Prélèvement sur la section de fonctionnement :	1 000 000,00
Cession foncière :	400 000,00
Recours à l'emprunt :	2 503 389,00

Il nous faut avancer sur nos études pour pouvoir disposer des dossiers techniques et pouvoir solliciter l'octroi de subventions supplémentaires.

En 2026, la Commune ne prévoit pas d'engagements pluriannuels.

S'agissant du service annexe de la régie funéraire qui représente un budget moyen de 10427,00. Il est proposé, en 2026, de maintenir le même niveau de service.